



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2122-22,

Vu la délibération n° 18/062020 en date du 08 juin 2020 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 susvisé,

Vu la délibération n° 0422122023 du conseil municipal en date du 22 décembre 2023,

Considérant que l'association « Ateliers Culturels de Nay » souhaite utiliser la salle de spectacle à l'Espace James CHAMBAUD pour organiser un gala de danse de fin d'année, il convient de signer une convention de mise à disposition entre la commune de LONS et l'association « Ateliers Culturels de Nay »,

### **DÉCIDE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Une convention de mise à disposition sera signée entre la Commune de LONS et l'association « Ateliers Culturels de Nay », pour l'utilisation à titre payant de la salle de spectacle, sise à LONS, Espace James CHAMBAUD, les 20, 22 et 23 mai 2026, moyennant le prix de 6 050 € ainsi qu'un chèque de caution de 700 €.

#### **ARTICLE 2<sup>ème</sup> :**

La présente décision peut être contestée :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et de sa transmission à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noullobos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et de sa transmission à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques ou du rejet du recours par l'administration,

- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et de sa transmission à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques.

#### **ARTICLE 3<sup>ème</sup> :**

Publicité sera faite dans les formes requises pour les délibérations du conseil municipal. Communication de la présente décision sera donnée au conseil municipal.

Une ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, pour visa.

FAIT À LONS, le 06 mai 2026  
Par délégation du conseil municipal,

**Nicolas PATRIARCHE**